

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Evreux

Évreux, le 28/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### MAILLOT

Voie du Futur  
Parc d'Affaires des Portes  
27100 Val-De-Reuil

Références : 27 / 2025 - 170  
Code AIOT : 0005801125

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2025 dans l'établissement MAILLOT implanté Voie du Futur Parc d'Affaires des Portes 27100 Val-de-Reuil. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.  
Elle avait notamment pour but de constater la réalisation des actions demandées suite à la visite du 11 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAILLOT

- Voie du Futur Parc d'Affaires des Portes 27100 Val-de-Reuil
- Code AIOT : 0005801125
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MAILLOT SAS exerce des activités de transport de déchets, d'assainissement, de transit et de regroupement de déchets, activités pour lesquelles un arrêté préfectoral d'autorisation a été émis le 9 novembre 2000, ainsi qu'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 18 mai 2022. A ce titre, elle est soumise à la directive "IED" (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles) pour son installation de regroupement de déchets dangereux. Elle est également ciblée par les campagnes d'analyses des PFAS régies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite sur site, il a été constaté que le bord de la zone de déverse des déchets de voiries ne permet pas de prévenir un potentiel écoulement de ceux-ci vers la pelouse attenante lors des opérations de dépotage. L'exploitant devra donc mettre en place un dispositif permettant de retenir l'ensemble des déchets dans la zone de déverse.

Par ailleurs, la benne de stockage de ferraille, inutilisée, était partiellement remplie d'eau de pluie au jour de la visite, ne permettant pas d'avoir une vue sur l'état du fond de la fosse. L'exploitant a indiqué rajouter dans sa grille d'audit trimestriel un contrôle de l'état de la fosse. Il devra transmettre la grille mise à jour à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Imperméabilité des sols	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 8-IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 12	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD - Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I	Sans objet
2	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des rejets aqueux	article 11	
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les procédures requises au titre de la directive IED, ce qui permet un suivi efficace des ses installations, de ses rejets, et la traçabilité des bons de suivi de déchets.

En revanche, l'exploitant est confronté à des difficultés techniques pour colmater les fissures apparues au niveau des dalles étanches de la piste de lavage des camions et de la zone de dépotage des déchets dangereux.

A ce sujet, il envisage de remplacer ces dalles et de l'intégrer dans le projet d'extension du parking pour lequel il devra transmettre un porter à connaissance.

Par ailleurs, l'essai des 3 vannes de confinement des eaux a mis en lumière une légère fuite au niveau de la vanne n°2 (télécommandée) lorsque celle-ci est en position "fermée".

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : MTD - Système de management environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MTD - Système de management environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;</li> <li>2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</li> <li>3. <u>Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;</u></li> <li>4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Organisation et responsabilité ;</li> <li>b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;</li> <li>c) Communication ;</li> <li>d) Participation du personnel ;</li> <li>e) Documentation ;</li> <li>f) Contrôle efficace des procédés ;</li> <li>g) Programmes de maintenance ;</li> <li>h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;</li> <li>i) Respect de la législation sur l'environnement ;</li> </ol> </li> <li>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;</li> </ol> </li> </ol>

<p>b) Mesures correctives et préventives ;</p> <p>c) Tenue de registres ;</p> <p>d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</p> <p>6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;</p> <p>7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;</p> <p>8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;</p> <p>9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</p> <p>10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;</p> <p>11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;</p> <p>12. Plan de gestion des résidus ;</p> <p>13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ;</p> <p>14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;</p> <p>15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p>
--

#### Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté la grille d'audit trimestriel mise à jour comprenant notamment le contrôle visuel de la fosse de rétention des cuves de stockage des mélanges de déchets dangereux et du bassin de rétention des eaux pluviales.

Ces grilles d'audit trimestriel sont archivées informatiquement dans le dossier de suivi qualité du Responsable QHSE (interlocuteur de l'inspection des installations classées pour les visites).

Elles sont systématiquement annexées de photos illustrant les points contrôlés.

Une procédure de contrôle des fosses de rétention a été présentée indiquant :

- les fosses concernées ;
- le procédé de sécurisation de l'opération ;
- les étapes du contrôle ;
- les actions correctives le cas échéant.

Un plan d'actions est établi à l'issue de chaque contrôle.

L'exploitant a par ailleurs présenté le tableau dynamique de suivi qualité du groupe qui est à l'origine de l'édition de ces plans d'action.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Surveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise, a minima une fois par an, pour chaque point de rejet listé à l'article 3.1.9.1, un contrôle de la qualité des eaux de rejet sur l'ensemble des paramètres mentionnés aux articles 3.1.9.3 et 3.1.9.4, complété, pour les rejets n°2 et n°3, d'un contrôle sur les paramètres DCO et MES.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats d'analyses du laboratoire SGS correspondant au prélèvement du 25/03/2024 au niveau du rejet de la piste de lavage ne correspondent pas à ceux indiqués dans le rapport annuel d'activités pour l'année 2024 transmis par l'exploitant le 19/03/2025.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les valeurs présentes dans le rapport annuel sont en fait les valeurs du prélèvement réalisé en juin 2024 et présenté le rapport d'analyse correspondant, l'exploitant réalisant des prélèvements trimestriels depuis début 2024. En tout état de cause, les deux résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission encadrant les rejets de l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra préciser dans son prochain rapport annuel si les résultats indiquent une moyenne annuelle ou des résultats à une date précise.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Traçabilité des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 3.3.9.2. Bordereaux de Suivi de Déchets Dangereux - Dispense de l'annexe 2 du CERFA n° 12 571*01</p> <p>Pour les déchets dangereux générés par le site, l'exploitant est tenu, lors de la remise de ces déchets dangereux à un tiers, d'émettre un bordereau de suivi selon le modèle du formulaire CERFA n° 12 571*01.</p> <p>Dans le cas de regroupement ou reconditionnement de déchets, relevant d'une même rubrique de la liste des déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement, mais de provenances différentes, aboutissant à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'exploitant doit informer l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure et le destinataire ultérieur de l'origine des déchets. À cet effet, l'exploitant émet un nouveau bordereau dit de regroupement et y joint l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12 571*01 dûment remplie.</p> <p>Dans le cas de regroupement ou de pré-traitement de déchets, de même catégories, aboutissant à des déchets ne permettant plus d'identifier la provenance des déchets initiaux, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12 571*01 au nouveau bordereau. Il doit viser le bordereau de suivi du producteur initial en tant que destinataire final et émettre un nouveau bordereau de suivi de déchets dangereux en tant que producteur. Pour ces déchets, l'exploitant tient à jour un bilan des matières entrantes et sortantes.</p> <p>Dans tous les cas l'exploitant informe l'expéditeur initial de la destination ultérieure des déchets en renseignant la case 12 du bordereau initial.</p> <p>Les copies des bordereaux émis ou complétés doivent être conservées 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a sondé ponctuellement le registre des déchets et demandé les éléments permettant de suivre la traçabilité du bon de suivi de déchet (BSD) n° BSD-20250403-JSV7D0P2B.</p>

<p>Ce BSD a fait l'objet d'un refus en date du 4 avril 2025 par la société SONOLUB, société vers laquelle l'exploitant expédie fréquemment ses mélanges de déchets liquides.</p> <p>Le motif de refus indiqué sur le BSD est « présence de sable ».</p> <p>L'exploitant a fourni les éléments justificatifs permettant de constater que le lot de déchet a été retourné chez l'exploitant puis pris en charge par la société SEREP le 10 avril 2025 (nouveau BSD n° BSD-20250409-1F53AK8A3).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Imperméabilité des sols

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 8-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Imperméabilité des sols</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, comptes-rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).</p> <p>A la suite de la visite d'inspection du 11/06/2024, il avait été constaté la présence de plusieurs fissures au niveau des sols des aires de lavage des véhicules, de curage et de dépotage des déchets de voirie présentent de nombreuses fissures ( constatées également en 2023). Celles-ci devaient être réparées avant le 14/09/2024.</p> <p>Par courriel du 08/11/2024, l'exploitant demande un délai supplémentaire en raison de difficultés pour adopter la meilleure solution technique et économique, sans toutefois donner de nouvelles indications à l'Inspection des installations classées avant la présente visite d'inspection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la pose de résines au niveau des fissures des dalles de la piste de lavage et de l'aire de dépotage des déchets dangereux. Cette résine, à plusieurs endroits, n'est plus en place en raison des contraintes exercées par les manœuvres des camions.</p> <p>Un projet de remise en état de l'ensemble des dalles et enrobés est envisagé en même temps qu'un projet d'agrandissement des parkings (et par conséquent des réseaux). L'exploitant a indiqué vouloir commencer ces travaux par la remise en état des deux dalles concernées par les fissures, avant la fin de l'année 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance détaillant les modifications des installations dans la cadre du projet précité, incluant notamment une mise à jour du plan des réseaux.</p> <p>Il devra également faire part d'un calendrier prévisionnel, un devis permettant de justifier que le projet est engagé, et indiquer quels moyens et /ou procédures vont être mises en place pour prévenir les risques de pollution des sols dans l'attente des travaux.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Isolement du réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2022, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à prévenir les pollutions accidentelles, en maintenant notamment sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les matières écoulées lors d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection des installations classées a fait procéder à des essais des 3 vannes de confinement des eaux.</p> <p>L'essai de la vanne manuelle n°1, située en sortie des séparateurs hydrocarbures de traitement des eaux du bassin de stockage des déchets de voirie, a permis de constater son étanchéité.</p> <p>La vanne n°2, télécommandée, fonctionne correctement, ce qui a permis de constater que les travaux de remise en état demandés après la visite d'inspection du 11 juin 2024 ont été correctement réalisés. En revanche, il a été constaté un léger écoulement une fois celle-ci placée en position fermée. Il a été constaté la présence de boues au fond du puisard accueillant cette vanne.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas été constaté de dispositif permettant la manœuvre en urgence de la vanne depuis le poste de ravitaillement de carburant, dont l'étude de la mise en place avait été demandée suite à la visite du 11 juin 2024.</p> <p>La vanne n°3, également manuelle et située en sortie des bassins de récupération des eaux pluviales, est en position normalement fermée. L'inspection a permis de constater le bon état de fonctionnement et d'étanchéité de celle-ci après avoir fait procéder à sa manœuvre.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il allait insérer dans sa grille d'audit trimestriel le nettoyage des puisards des vannes de confinement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées la grille d'audit trimestriel mise à jour, ainsi que des photos justifiant le nettoyage des puisards.</p> <p>De plus le porter à connaissance mentionné au point de contrôle n°4 devra détailler la possibilité ou non de mettre en place un dispositif de fermeture d'urgence de la vanne de confinement n°2 depuis le poste de ravitaillement de carburant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



